

Lettre N°23 - Décembre 2012

La Lettre de l'ONED

Le mot du directeur



Gilles SÉRAPHIN,
directeur de
l'ONED

A l'occasion de cette nouvelle année 2013, je vous adresse, à vous et à vos proches, tous mes vœux de bonheur et de sérénité.

Pour l'ONED, notre programme est chargé ! Plusieurs rapports vont sortir ces prochains mois : « La situation des pupilles de l'Etat » (janvier), « Famille, parenté, parentalité en protection de l'enfance » (février) et « Le rapport au Gouvernement et au Parlement » (mars). De plus, le Conseil scientifique sélectionnera les recherches répondant à l'appel d'offres 2013 portant sur la maltraitance et validera les rapports des années précédentes. Nous préparerons également la journée nationale « Santé et protection de

l'enfance » (fin mai). Sans oublier l'organisation de la démarche de consensus sur le périmètre de l'observation (premier trimestre), la poursuite de la phase test de remontée des données et l'animation du réseau des ODPE. La visite des dispositifs se poursuivra, ainsi que l'ensemble de la démarche de promotion des pratiques innovantes et efficaces. Pour suivre l'ensemble de notre actualité, je vous invite à vous connecter à notre site ressource en protection de l'enfance : www.oned.gouv.fr.

Pour conclure, je vous renouvelle tous mes vœux pour cette nouvelle année au service de la protection de l'enfance.

Lancement de l'appel d'offres thématique 2013

L'ONED propose comme thématique pour son appel d'offres 2013 le sujet suivant : « Maltraitance(s) en 2013 : comprendre les évolutions (conceptuelles, cliniques, juridiques, professionnelles...) pour mieux y répondre. ».

Tous les détails peuvent être retrouvés sur le site www.oned.gouv.fr. Les dossiers sont à remettre avant le 8 avril 2013.

L'agenda en protection de l'enfance

- 25 janvier 2013 - Paris
Devenir adulte : chances et difficultés
3^{ème} colloque de la Maison de Solenn - MDA de Cochin.
- 18 janvier 2013 - Caen
S'attacher : un lien nécessaire, la question de l'attachement en protection de l'enfance.
Journée organisée par le CERRev, la direction de l'enfance et de la famille du Calvados et l'association Prisme.
- Du 14 au 15 janvier 2013 - Paris
Le sexe des anges ou tout ce que la protection de l'enfance a toujours voulu savoir...
Colloque organisé par le DERPAD.
- 14 janvier 2013
Sortie du rapport « La situation des pupilles de l'Etat » de l'ONED.
- 11 et 12 février 2013 - Mans
Savons-nous protéger nos enfants ?
6^{èmes} Assises nationales de la protection de l'enfance

Séminaires, journées d'études

1^{ère} édition des rencontres de l'Observatoire de la jeunesse et des politiques de la jeunesse

Dans le cadre de sa fonction d'observatoire de la jeunesse et des politiques de la jeunesse, l'INJEP a présenté le 4 décembre 2012 au Conseil économique, social et environnemental un rapport dressant un diagnostic de la situation des jeunes en France. Les tables rondes proposées au cours de cette journée se sont organisées autour des trois chapitres du rapport : la

structuration des inégalités au fil des trajectoires scolaires et d'accès à l'emploi ; le cumul des inégalités, un défi pour l'action publique ; les aides publiques en question.

Les données statistiques présentées au cours de ces rencontres sont éloquentes : 22,5 % des 18-24 ans vivent sous le seuil de pauvreté. Pour ce qui concerne les jeunes résidents de zones urbaines

sensibles, cette proportion dépasse les 40 %. En outre, 15 % des 18-24 ans sont sans-emploi, sans formation, sans diplôme. Au-delà de la froideur de ces chiffres, les travaux dirigés par Francine Labadie visent à débusquer les multiples réalités qui se cachent derrière les termes génériques et les qualificatifs habituellement employés pour caractériser cette jeunesse fortement

précarisée. Surtout, ces travaux ont permis de déconstruire une expression trop souvent galvaudée et qui ne reflète pas toujours la complexité de la situation : la « génération sacrifiée ». Si la jeunesse n'a jamais été une catégorie homogène, cela est sans doute encore plus vrai aujourd'hui.

Dans le contexte actuel de crise économique, les inégalités intra-générationnelles tendent à se creuser dans la transition vers l'âge adulte, en particulier dans le passage de l'école à l'emploi. Pour Olivier Galland, « la jeunesse est coupée en deux » et le diplôme devient un facteur de plus en

plus clivant de la réussite des parcours individuels. Du fait de la place prépondérante accordée en France au diplôme, les jeunes qui en sont dépourvus sont exposés à une éviction durable pouvant rapidement les plonger dans des situations de forte précarité. Quant aux jeunes diplômés, la dégradation des conditions de la qualité de l'emploi et l'allongement de la période d'insertion professionnelle fragilisent le processus d'autonomisation.

Le rapport commandé n'a pas vocation à émettre des recommandations. Néanmoins, ce tableau particulièrement

sombre ne peut qu'appeler à une refondation profonde de l'action publique en faveur des jeunes pour faire face à l'urgence de la crise économique et au renforcement d'effets structurels segmentant de plus en plus la jeunesse. Ce premier rapport de l'Observatoire de la jeunesse de l'INJEP s'inscrit de ce fait dans la démarche confiée à la ministre des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, Valérie Fourneyron, d'organiser au début de l'année 2013 un comité interministériel à la jeunesse.

« L'observation sociale en Haute-Normandie : producteurs et productions »

Cette journée organisée par le Pôle Ressource « Recherche-Formation » de l'intervention sociale en Haute-Normandie (P2RIS) s'est tenue le 12 octobre dernier. Des associations, des collectivités, des laboratoires réalisant de la veille sociale, de l'observation ou de la recherche ont présenté leurs structures et leurs travaux en mettant l'accent sur la manière de conjuguer recherche et action sociale afin d'établir un travail en partenariat. Ce fut également l'occasion de mettre en avant les forces et faiblesses de la démarche d'observation.

Le travail d'observation est présent dans de nombreux secteurs – l'emploi, la vie étudiante, la santé et l'action médico-sociale, l'action sociale et la famille, l'espace, l'urbanisme et la cohésion sociale – pour lesquels la majorité des représentants locaux a rappelé que l'observation avait pour finalité le suivi des éléments observés, l'aide au pilotage des établissements et l'orientation des politiques publiques et sociales. Malgré ces objectifs bien définis, Jean-Marie Marchand, directeur de la MDPH de l'Eure, a souligné les difficultés de rassembler des données issues de différentes structures. Ces difficultés sont principalement d'ordre technique et liées à l'utilisation de logiciels différents qui nuisent à la compatibilité des données informatiques, et plus largement à leur consolidation. Les obstacles s'opposant aux finalités de l'observation résident également dans les divergences

d'intérêt des différents acteurs. La démarche d'observation n'est pas toujours considérée comme un axe central de gouvernance politique, mais plutôt parfois comme une fonction annexe.

Guillaume Broult, de la direction « Observatoire et Coordination » du conseil général de Seine-Maritime, a souligné que la finalité de l'observation n'est pas la description, mais bien l'aide à la décision. L'observation permet également de « faire du lien entre des politiques parfois cloisonnées ».

L'atelier portant sur l'observation et les outils dans le secteur du territoire, de l'espace et de la cohésion sociale a vu la présentation de la plateforme de données de la DRJSCS de Haute-Normandie. Le but de sa mise en place est d'améliorer la qualité de la forme et du contenu des données, d'avoir une meilleure visibilité des différents producteurs de données et de construire l'information à partir de données issues de sources diverses qu'il convient d'homogénéiser. L'importance de définir des indicateurs homogènes et l'intérêt de posséder des indicateurs partagés par tous les départements ont été renforcés par la présentation des indicateurs sociaux départementaux. Il s'agit d'une démarche pilotée conjointement par l'Assemblée des départements de France (ADF) et la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), qui ont pour vocation de devenir des

indicateurs de référence.

L'atelier portant sur l'observation sociale et familiale a vu la présentation de différents acteurs locaux. L'antenne régionale de l'INSEE-Haute-Normandie a présenté un travail, fait en partenariat avec la Délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE), sur les familles monoparentales en Haute-Normandie. Cette étude insiste sur le fait que l'observation est un outil d'aide à la décision et que des précautions d'interprétation sont nécessaires. En effet, la monoparentalité est un facteur aggravant de la pauvreté et non sa cause.

La journée s'est conclue par une intervention de Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités. Il a présenté les tendances et les méthodes utilisées pour mesurer l'inégalité en mettant l'accent sur l'importance des choix méthodologiques que sont les choix de mesures et de construction statistique dans l'observation d'un phénomène. Selon lui, les doutes sur la subjectivité dont font preuve les mesures de l'inégalité, notamment sociale, sont aujourd'hui en voie d'être dépassés. En revanche, les outils disponibles pour réaliser de l'observation à grande échelle ne sont pas encore à la hauteur, du fait du décalage entre l'observation territoriale et nationale.

Premier séminaire technique du 7 décembre : le réseau des ODPE se construit !

C'est le 7 décembre dernier que s'est tenu le premier séminaire technique des ODPE. Il a rassemblé 102 personnes venues de 68 départements en dépit de la neige qui s'est abattue au petit matin sur la France ! 21 personnes inscrites n'ont d'ailleurs pas pu venir.

Ce séminaire a constitué la première étape d'un fonctionnement en réseau entre ODPE. Il a permis d'échanger sur les avancées et les expériences intéressantes afin d'enrichir les réflexions et les réalisations de chacun.

Outre l'organisation de cette journée, l'espace réservé aux ODPE du site de

l'ONED est en voie d'amélioration pour devenir également un lieu de mutualisation de nature à rendre compte des initiatives de chaque département.

De plus, l'ONED assure sa mission d'appui en vous proposant son aide par rapport aux éditeurs de logiciels. Si vous êtes dans une démarche de prospection pour changer de logiciel, nous pouvons assurer une relecture de la partie des cahiers des charges spécifique au dispositif de remontée des données. Rappelons à ce propos qu'au cours du processus de validation défini avec votre éditeur, il est possible d'inclure l'envoi à l'ONED d'une première extraction test,

sur laquelle nous pourrions faire une rapide analyse afin de valider la structure et la construction. Toujours en ce qui concerne le logiciel, un tableau des contacts des ODPE est mis à votre disposition avec la mention de l'éditeur de logiciel du département, quand ce dernier nous l'a indiqué. Cette information permet aux départements équipés du même éditeur de rentrer en contact et d'échanger.

Les actes des séances plénières du séminaire sont déjà en ligne sur le site de l'ONED, dans l'espace réservé aux ODPE. Les comptes rendus des ateliers seront aussi diffusés progressivement.

Un nouvel observatoire dans le Calvados

Le conseil général du Calvados a convié l'ONED à l'inauguration de son nouvel observatoire le 20 novembre. Cette nouvelle institution est baptisée « Observatoire de la direction de l'enfance et de la famille » car elle intègre l'ensemble des politiques sur l'enfance et la famille. La fonction ODPE est ainsi incluse au sein d'un observatoire plus large, de même que l'évaluation de toutes les actions de la PMI.

Au cours de la matinée, Sophie André-Ménager a présenté l'organisation et le fonctionnement de la CRIP du département, ainsi que le protocole utilisé. Ensuite, le fonctionnement judiciaire du Calvados et l'action de l'éducation nationale en faveur de la protection de l'enfance ont également été abordés. Gilles Séraphin, directeur de l'ONED, a conclu les interventions de la matinée en exposant les aides de l'ONED et les échanges établis au sein du réseau des ODPE. L'inauguration s'est achevée par la signature de la convention constitutive de toutes les parties prenantes au projet. L'ONED et le département du Calvados ont ainsi scellé un partenariat important pour avancer ensemble dans une meilleure connaissance, prévention et prise en charge des enfants en protection de

L'ODPE de Paris présente ses bilans

Le 4 décembre, l'ODPE de Paris a présenté son bilan sur la mise en œuvre du protocole relatif aux informations préoccupantes, ainsi que son bilan statistique mettant en avant les chiffres de la CRIP75, de l'ASE et de l'activité du tribunal pour enfants. Dans le cadre du suivi du schéma départemental, les actions sur les territoires en direction des jeunes et des familles (MJIE) et les enjeux de l'évaluation et de l'investigation des situations familiales ont été exposés. L'expérience de la commission départementale d'orientation et de rescolarisation (CODOR) et de la commission jeunes en difficultés psychiques au bureau de l'ASE ont valorisé le travail de coordination mis en place autour des jeunes les plus en difficultés.

Les évaluations des services et des établissements intervenants dans le domaine de la protection de l'enfance ont été illustrées par la démarche engagée dans les services d'accueil familial départemental à l'enfance. Les premiers résultats portant sur l'évaluation des droits et la participation des personnes accueillies et de leurs familles, ainsi que sur la personnalisation de l'accompagnement et des outils de suivi ont été détaillés.

4^{ème} conférence annuelle de l'ODPE du Finistère

Le 20 novembre dernier a eu lieu la 4^{ème} conférence annuelle de l'ODPE du Finistère. La thématique retenue pour cette année s'inscrit dans le projet stratégique du conseil général, qui pose la démocratie participative comme un principe incontournable du processus de décision de l'assemblée départementale. Il encourage à développer des stratégies de concertation permettant d'associer les citoyens et les usagers aux réflexions sur la politique départementale.

Cette conférence a été l'occasion de présenter et de discuter les enjeux et difficultés spécifiques à la participation des usagers en protection de l'enfance, en s'appuyant sur les présentations d'Eugénie Terrier, qui anime le groupe de travail « Participation » du comité régional du travail social de Bretagne et de Laurent Barbe, psychosociologue et consultant. Ces enjeux ont été illustrés par les nombreuses expériences menées dans le Finistère.

Les violences conjugales : mieux former les professionnels, mieux comprendre ses effets sur les enfants pour mieux prévenir et mieux prendre en charge

« Violences faites aux femmes : l'enjeu de la formation des professionnels » : journée organisée par le ministère des Droits des femmes

A l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes (le 25 novembre), le ministère des Droits des femmes organisait le 23 novembre 2012 une journée autour de la thématique « Violences faites aux femmes : l'enjeu de la formation des professionnels ». L'ONED a pu participer à cette journée.

Tous ceux et toutes celles qui sont amenés à rencontrer dans leur pratique professionnelle quotidienne de nombreuses femmes, en particulier dans les métiers du social et de la santé, doivent en effet être formés plus systématiquement à prévenir et repérer ces violences, ainsi qu'à conseiller et accompagner les victimes. Cette nécessité de former l'ensemble des acteurs répond à la prévalence de ces violences, particulièrement dans le cadre du couple (selon l'enquête ENVEFF, une femme sur 10 est victime de violence conjugales). Cette formation permet aussi de mieux comprendre et appréhender le silence et ses effets désastreux sur la santé et le bien-être des victimes, femmes et enfants. Mettant à l'honneur de nombreuses associations qui interviennent auprès des professionnels pour assurer cette formation, mais aussi des responsables issus de secteurs très divers (santé, enseignement, sécurité publique, justice, etc.), cette journée a mis en lumière les réalisations et dispositifs déjà en place, ainsi que les besoins en la matière. C'est d'ailleurs aussi pour compléter l'offre existante et répondre à ces besoins en ressources pour la formation que l'ONED fait paraître un rapport d'étude sur les enfants exposés à la violence conjugale.



L'ONED publie un nouveau rapport d'étude : « Les enfants exposés à la violence conjugale »

En 2007, l'ONED publiait déjà, en partenariat avec le Service aux droits des femmes et à l'égalité (SDFE), un cahier de recommandations visant à mieux prendre en considération les enfants vivant dans un contexte de violence conjugale. Dans la continuité et la complémentarité de cette première démarche, l'ONED présente aujourd'hui un nouveau rapport d'étude consacré aux enfants, directement affectés eux aussi par cette violence.

Par cette étude, l'ONED élabore une expertise partagée et portée par les acteurs intervenant auprès d'enfants exposés à cette forme de violence. A partir de visites de dispositifs, d'une revue de littérature scientifique internationale et d'un questionnaire, quatre champs sont explorés :

- les effets de la violence conjugale sur le développement de l'enfant ;
- la parentalité en situation de violence conjugale ;
- les pratiques de prévention de repérage et d'accompagnement ;
- les pratiques spécialisées de prises en charge des enfants, des mères et des pères en situation de violence conjugale.

Le constat porté et les recommandations proposées s'adressent non seulement à l'ensemble des acteurs de la protection de l'enfance, mais plus généralement à tous les acteurs de l'intervention sociale.

Le rapport est disponible en téléchargement sur le site de l'ONED : <http://oned.gov.fr/publications>

Dans la continuité de ces travaux, l'ONED participe au groupe de travail sur la rédaction du questionnaire de l'enquête VIRAGE.

Enquête VIRAGE

L'enquête nationale sur les violences envers les femmes en France (Enveff) menée en 2000 avait permis de mesurer l'ampleur des violences faites aux femmes. Dans sa continuité, l'INED prépare une nouvelle enquête nationale. Cette enquête, qui a pour objectifs d'actualiser et d'approfondir la connaissance statistiques des violences faites aux femmes étend également son champ d'investigation à la population masculine. Intitulée Violence et rapport de genre : contextes et conséquences des violences subies par les femmes et par les hommes (VIRAGE), elle sera conduite à l'horizon 2015 auprès de 35 000 répondants (17 500 femmes et 17 500 hommes), âgés de 20 à 64 ans.

L'objectif central de cette enquête est d'approfondir les connaissances sur les violences en prenant pour postulat que le degré de gravité de ces dernières ne peut être saisi que par la description fine de leur nature (verbales, physiques, sexuelles), de leur répétition et cumul, de leur ancienneté et surtout des contextes où elles se produisent, des liens existants entre les auteurs et les victimes et des conséquences sur le devenir des personnes. L'enquête VIRAGE enregistrera les violences par sphère (famille, espace public, travail, école).

Une attention particulière sera portée à la situation des enfants dans les contextes de violences conjugales. Elle permettra, sur de longues durées, d'estimer le nombre d'enfants exposés à la violence conjugale et de recueillir de plus amples informations sur les caractéristiques des familles concernées, sur les familles dont les parents sont séparés suite à des violences conjugales, sur les mesures prises après une séparation, ainsi que sur leurs conséquences au niveau des contacts entre les enfants et leur parent violent, en termes de maintien de leur exposition à des violences.